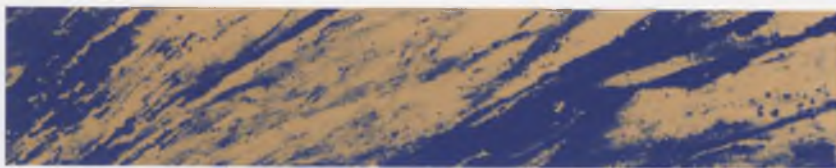


# Revue critique de droit international privé



**DIRECTEUR**  
Bertrand Ancel

**RÉDACTEUR EN CHEF**  
Horatia Muir Watt

**SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**  
Sabine Corneloup

# SOMMAIRE DU N° 2-2014

## Première Partie. — Doctrine et Chroniques.

Françoise MONÉGER – Le Code de la famille marocain de 2004 devant la Cour de cassation ....	247
Sandrine BIAGINI-GIRARD – L'appréhension de la famille en droit français des étrangers. Un modèle prédéterminé et imposé comme obstacle à un « droit naturel » ? .....	263
Jeffrey A. TALPIS – Le mariage civil des non-résidents célébré au Canada.....	291
Gilles CUNIBERTI – Abolition de l' <i>exequatur</i> et présomption de protection des droits fondamentaux. À propos de l'affaire <i>Povse c/ Autriche</i> .....	303

## Deuxième Partie. — Jurisprudence.

### I. — NATIONALITÉ.

**Perte de la nationalité française** – Article 87 ancien du Code de la nationalité – Ordonnance du 19 octobre 1945 – Article 9 – Acquisition volontaire d'une nationalité étrangère – Femmes – Perte de plein droit – Hommes – Loi du 9 janvier 1954 – Possibilité de conserver la nationalité française – Violation du principe d'égalité – Conseil constitutionnel, 9 janvier 2014, décision n° 2013-360 QPC, note Paul Lagarde, p. 329

### II. — CONDITION DES ÉTRANGERS.

**Citoyenneté de l'Union** – Droit de séjour dans un État membre – Articles 20 TFUE et 21 TFUE – Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne – Article 51 – Directive 2003/109/CE – Ressortissants de pays tiers – Directive 2004/38/CE – Ressortissants de pays tiers membres de la famille de citoyens de l'Union – Ressortissant de pays tiers n'accompagnant ni ne rejoignant un citoyen de l'Union dans l'État membre d'accueil et demeurant dans l'État membre d'origine du citoyen – Droit de séjour du ressortissant de pays tiers dans l'état membre d'origine d'un citoyen séjournant dans un autre état membre – Citoyenneté de l'Union – Droits fondamentaux – 2°) *Citoyenneté de l'Union* – Regroupement familial – Citoyens de l'Union en bas âge – Mère ressortissante de pays tiers – Résidence sur le territoire de l'État membre de la nationalité de l'enfant – Droit de séjour permanent – Famille recomposée – Conjoint ressortissant de pays tiers – Demandes de regroupement familial dans l'État membre d'origine du citoyen de l'Union – Refus du droit de séjour aux nouveaux conjoints en raison de l'absence de ressources suffisantes – Droit au respect de la vie familiale – Prise en considération de l'intérêt supérieur des enfants – Cour de justice de l'Union européenne, 8 novembre 2012, aff. C-40/11 et 6 décembre 2012, aff. C-356/11 et C-357/11, note Ségolène Barbou des Places, p. 339

**Sécurité sociale** – Prestations familiales – Bénéficiaires – Enfant mineur étranger résidant en France – Conditions – Production du certificat médical délivré par l'Office français de l'immigration et de l'intégration – Exception – Cas – Application de la décision 3/80 du conseil d'association CEE-Turquie du 19 septembre 1980 – Cas – Application de l'accord euro-méditerranéen du 22 avril 2002 – 2°) *Convention européenne des droits de l'homme* – Article 8 – Respect de la vie familiale – Compatibilité – Code de la sécurité sociale – Article L. 512-2 – 3°) *Convention européenne des droits de l'homme* – Article 14 – Convention de New York du 20 novembre 1989 – Droits de l'enfant – Interdiction de discrimination – Compatibilité – Code de la sécurité sociale – Article L. 512-2 – Cour de cassation (Ass. plén.), 5 avril 2013 (2 arrêts), note Natalie Joubert, p. 370

**Visas** – Règlement (CE) n° 810/2009 – Articles 21, § 1, 32, § 1, et 35, § 6 – Procédures et conditions de délivrance des visas uniformes – Obligation de délivrer un visa – Évaluation du risque d'immigration illégale – Volonté du demandeur de quitter le territoire des États membres avant l'expiration du visa demandé – Doute raisonnable – Marge d'appréciation des autorités compétentes – Cour de justice de l'Union européenne, 19 décembre 2013, aff. C-84/12, note Ségolène Barbou des Places, p. 379

### III. — CONFLITS DE LOIS.

### IV. — CONFLITS DE JURIDICTIONS.

**Trust** – Trust judiciaire – Revenus provenant de l'exécution du jugement de l'*exequatur* – 2°) *Injonction* – Ordre de ne pas tirer profit du jugement étranger aux États-Unis – Tribunal de première instance du Southern District of New York, 4 mars 2014, note Horatia Muir Watt, p. 397

## V. — UNION EUROPÉENNE.

**Règlement (CE) n° 1346/2000** – Procédures d'insolvabilité – Notion de « clôture de la procédure » – Possibilité pour la juridiction saisie d'une procédure secondaire d'insolvabilité d'apprécier l'insolvabilité du débiteur – Possibilité d'ouvrir une procédure de liquidation en tant que procédure secondaire d'insolvabilité alors que la procédure principale est une procédure de sauvegarde – 2°) *Règlement (CE) n° 1346/2000* – Procédures d'insolvabilité – Article 27 et article 3 – Procédure secondaire – Compétence – Exclusion – Prononcé d'une interdiction de gérer – Cour de justice de l'Union européenne, 22 novembre 2012, aff. C-116/11 et Cour de cassation (Com.), 22 janvier 2013, note Fabienne Jault-Seseke et David Robine, p. 404

**Règlement (CE) n° 44/2001** – Article 19 – Employeur – Détermination – Co-employeurs – Caractérisation – Cour de cassation (Soc.), 18 décembre 2013, note Fabienne Jault-Seseke, p. 426

**Règlement (CE) n° 44/2001 du 22 décembre 2000** – Article 5 § 3 – Localisation du fait dommageable – Préjudice financier résultant de la perte de valeur de titres cotés en bourse – Responsabilité du gestionnaire/dépositaire de portefeuille d'une SICAV étrangère – 2°) *Règlement (CE) n° 44/2001 du 22 décembre 2000* – Article 6 § 1er – Article 28 – Lien de connexité – Demande contre le gestionnaire/dépositaire de portefeuille d'une SICAV – Demande contre la banque par l'intermédiaire de laquelle les titres ont été souscrits – Risque de décisions inconciliables (Non) – Cour de cassation (Com.), 7 janvier 2014, note Sabine Corneloup, p. 432

## Troisième Partie. — Documentation.

I. — **Traités nouveaux de la France** (relevé des textes publiés au *Journal officiel*).

II. — **Lois, décrets et actes officiels français** (relevé des textes publiés au *Journal officiel*).

Textes reproduits :

*Droit de la consommation* – Loi n° 2014-344 du 17 mars 2014 relative à la consommation – note S. C., p. 450

III. — **Union européenne.**

IV. — **Informations diverses.**

*Créances alimentaires* – *Mandat d'arrêt européen* – Réponse du ministre, p. 458

*Mariage* – *Canada* – Loi modifiant la loi sur le mariage civil du 26 juin 2013, p. 460

## Quatrième Partie. — Bibliographie.

I. — **Livres.** – CLAVEL (Sandrine) et GALLANT (Estelle), *Les grands textes de droit international privé* (B. A.), p. 463 – KHAIRALLAH (Georges) et REVILLARD (Marielle) (dir.), *Droit européen des successions internationales. Le Règlement du 4 juillet 2012* (B. A.), p. 464 – TRIMMINGS (Kataraina) et BEAUMONT (Paul) (éd.), *International Surrogacy Agreements* (Horatia Muir Watt), p. 465